



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

CREDOC

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024
CREDOC
142 rue du Chevaleret - 75013 PARIS

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

CREDOC

142 rue du Chevaleret - 75013 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée Générale de l'association Credoc,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CREDOC relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 13 mai 2025

KPMG SA



Yves Delmas

Associé



COMPTES ANNUELS

31 DECEMBRE 2024

SIRET 78453764900021

142 RUE DU CHEVALERET

75013 PARIS

Mai 2025

Commissaire aux comptes titulaire :

KPMG représenté par
Yves DELMAS
1, cours Valmy
92923 Paris La Défense cedex

Commissaire aux comptes suppléant

KPMG Audit Nord
159, avenue de la Marne
59700 Marcq en Baroeul

Secrétariat Général du CRÉDOC

Christian COLLETTE
Mouhammad NIANG

SOMMAIRE

EN SYNTHESE	3
BILAN ACTIF	4
BILAN PASSIF	5
COMPTE DE RESULTAT	6
ANNEXES	8
Faits caractéristiques de l'exercice	9
Evènements significatifs postérieurs à la clôture	9
REGLES ET METHODES COMPTABLES	10
Principes et conventions générales	10
Permanence des méthodes	10
COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN	11
Etat des immobilisations	11
Etat des amortissements	12
Tableau de variation des fonds propres	12
Etat des provisions	13
Etat des échéances des créances et des dettes	13
Capacité d'autofinancement	15
Soldes intermédiaires de gestion	16
Evaluation des immobilisations corporelles	17
Evaluation des amortissements	17
Evaluation des produits et en-cours	17
Evaluation des créances et des dettes	18
Dépréciation des créances	18
Disponibilités	18
Produits à recevoir	19
Charges à payer	19
Charges et produits constatés d'avance	19
COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU COMPTE DE RESULTAT	20
Ventilation des subventions	20
Ventilation du chiffre d'affaires	20
Rémunération des dirigeants	20
Effectif moyen	21
Honoraires des commissaires aux comptes	21
ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS	22
Engagement en matière de pensions et retraites	22
Accroissements et allègements dette future d'impôt	22
INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	
Produits et charges exceptionnels	23
Transferts de charges	23
Courbe de trésorerie	24

CENTRE DE RECHERCHE POUR L'ETUDE ET L'OBSERVATION DES CONDITIONS DE VIE

EN SYNTHÈSE

L'exercice 2024 se traduit par un résultat net positif de 98.514 €. Ce résultat net positif inclut le versement de l'intéressement aux salariés (66.496€).

Le résultat net se décompose ainsi : le résultat d'exploitation est de -511.129 €, le résultat financier est de +116.021 €, le résultat exceptionnel est de +29.877 € et le Crédit d'Impôt Recherche est de +463.745 €.

Synthèse du compte de résultat :

	Exercice 2024	Exercice 2023
Produits d'exploitation hors subvention DGCCRF	3 457 213 €	3 204 355 €
Subvention d'exploitation versée par la DGCCRF	221 723 €	235 875 €
Produits d'exploitation	3 678 936 €	3 440 230 €
Charges d'exploitation hors intéressement et honoraires CIR	4 078 194 €	3 673 495 €
Honoraires CIR	45 375 €	49 336 €
Intéressement	66 496 €	66 392 €
Charges d'exploitation	4 190 065 €	3 789 223 €
Résultat d'exploitation	<511 129> €	<348 993> €
Résultat financier	116 021 €	62 086 €
Résultat courant	<395 108> €	<286 907> €
Résultat exceptionnel	29 877 €	31 945 €
Excédent <déficit> de l'exercice avant impôt	<365 231> €	<254 962> €
Impôt sur les sociétés	-	-
Produit d'impôt (CIR 2023)	463 745 €	478 438 €
Excédent	98 514 €	223 477 €

Bilan Actif

Période du 01/01/24 au 31/12/24

CREDOC

RUBRIQUES	BRUT	Amortissements	Net (N) 31/12/2024	Net (N-1) 31/12/2023
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concession, brevets et droits similaires	37 369	37 369		
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :	37 369	37 369		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	967 982		967 982	967 982
Constructions	1 002 537	669 326	333 211	365 732
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Autres immobilisations corporelles	894 884	751 155	143 729	190 257
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes	156 277		156 277	140 509
TOTAL immobilisations corporelles :	3 021 680	1 420 481	1 601 199	1 664 479
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	3 000		3 000	3 000
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL immobilisations financières :	3 000		3 000	3 000
ACTIF IMMOBILISÉ	3 062 049	1 457 850	1 604 199	1 667 479
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et approvisionnement				
Stocks d'en-cours de production de biens				
Stocks d'en-cours production de services	488 849		488 849	226 906
Stocks produits intermédiaires et finis				
Stocks de marchandises				
TOTAL stocks et en-cours :	488 849		488 849	226 906
CRÉANCES				
Avances, acomptes versés sur commandes	3 709		3 709	3 709
Créances clients et comptes rattachés	490 465		490 465	678 425
Autres créances	1 200 324		1 200 324	516 742
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL créances :	1 694 498		1 694 498	1 198 876
DISPONIBILITÉS ET DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	3 446 510		3 446 510	4 028 766
Charges constatées d'avance	36 291		36 291	39 710
TOTAL disponibilités et divers :	3 482 801		3 482 801	4 068 476
ACTIF CIRCULANT	5 666 148		5 666 148	5 494 258
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif				

Sage

TOTAL GÉNÉRAL	8 728 197	1 457 850	7 270 347	7 161 737
----------------------	------------------	------------------	------------------	------------------

Bilan Passif

Période du 01/01/24 au 31/12/24

CREDOC

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2024	Net (N-1) 31/12/2023
SITUATION NETTE		
Capital social ou individuel dont versé		
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Écarts de réévaluation dont écart d'équivalence		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	381 123	381 123
Report à nouveau	5 342 172	5 118 696
Résultat de l'exercice	98 514	223 477
TOTAL situation nette :	5 821 808	5 723 295
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES		
CAPITAUX PROPRES	5 821 808	5 723 295
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		6 950
Provisions pour charges		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		6 950
DETTES FINANCIÈRES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
TOTAL dettes financières :		
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS	231 475	346 025
DETTES DIVERSES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	145 793	190 356
Dettes fiscales et sociales	773 517	818 176
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 090	742
TOTAL dettes diverses :	920 400	1 009 274
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	296 664	76 194
DETTES	1 448 539	1 431 492
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GÉNÉRAL	7 270 347	7 161 737

Compte de Résultat (Première Partie)

CREDOC

Période du 01/01/24 au 31/12/24

RUBRIQUES	France	Export	Net (N) 31/12/2024	Net (N-1) 31/12/2023
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	2 778 024		2 778 024	2 880 919
Production vendue de services	34 807		34 807	22 004
Chiffres d'affaires nets	2 812 832		2 812 832	2 902 923
Production stockée			472 845	17 745
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			384 210	511 719
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			8 968	6 272
Autres produits			80	1 571
PRODUITS D'EXPLOITATION			3 678 936	3 440 230
CHARGES EXTERNES				
Achats de marchandises [et droits de douane]				
Variation de stock de marchandises				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock [matières premières et approvisionnements]				
Autres achats et charges externes			1 090 793	1 061 482
TOTAL charges externes :			1 090 793	1 061 482
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS			82 290	69 550
CHARGES DE PERSONNEL				
Salaires et traitements			1 990 434	1 776 082
Charges sociales			930 469	780 734
TOTAL charges de personnel :			2 920 903	2 556 817
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Dotations aux amortissements sur immobilisations			96 057	94 085
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant				
Dotations aux provisions pour risques et charges				6 950
TOTAL dotations d'exploitation :			96 057	101 035
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION			23	339
CHARGES D'EXPLOITATION			4 190 065	3 789 223
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			(511 129)	(348 993)

Compte de Résultat (Seconde Partie)

CREDOC

Période du 01/01/24 au 31/12/24

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2024	Net (N-1) 31/12/2023
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(511 129)	(348 993)
Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	116 021	62 086
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	116 021	62 086
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
RÉSULTAT FINANCIER	116 021	62 086
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS	(395 108)	(286 907)
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	62 720	33 814
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
	62 720	33 814
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	32 354	1 869
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	489	
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
	32 843	1 869
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	29 877	31 945
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	(463 745)	(478 438)
TOTAL DES PRODUITS	3 857 676	3 536 131
TOTAL DES CHARGES	3 759 163	3 312 654
BÉNÉFICE OU PERTE	98 514	223 477

ANNEXES

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 7 270 347 €, et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 3 678 936 €, dégageant un excédent de 98 513,56 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et les tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'objet social de l'association CRÉDOC (Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de Vie) est de :

- ✓ Faire toute étude sur les conditions de vie de la population ;
- ✓ Promouvoir toute recherche statistique, économique, sociologique ou psychosociologique sur la consommation, les besoins, les aspirations et les conditions de vie de la population ;
- ✓ Développer des actions de formation.

Et en général, entreprendre toute étude sur des sujets intéressant, directement ou indirectement, la satisfaction des besoins et des aspirations et l'amélioration des conditions de vie de la population.

L'association a vocation à prendre des participations, après avis de la personne chargée du contrôle économique et financier, dans tous Groupement d'intérêt Public (GIP) ou société poursuivant en totalité ou en partie le même objet.

Elle peut faire apport de tout ou partie de ses actifs à une telle société en échange de titres de participations.

Pour réaliser son objet social, le CRÉDOC dispose des ressources suivantes :

- De subventions publiques et privées qui peuvent lui être accordées ;
- De facturations pour services rendus, en particulier à l'occasion de l'exécution de contrats d'études et de recherche, d'organisation d'activités de formation ou de ventes de rapports et autres publications.
- De revenus de placements financiers.

Faits caractéristiques de l'exercice

L'année 2024 est caractérisée par un bénéfice net de 98.514 €. Pour la huitième année consécutive, les comptes du CREDOC sont positifs avec un excédent cumulé de 4,3 millions d'euros sur la période 2017-2024.

Cependant, 2024 a été une année plus difficile que 2023. En effet, la dissolution de l'Assemblée nationale en juin 2024, la nomination tardive d'un premier gouvernement en septembre, la motion de censure contre ce premier gouvernement en décembre, la nomination d'un deuxième gouvernement et l'incertitude quant au budget de l'Etat ont conduit à un ralentissement de la commande publique. Or, près des trois quarts des clients du CREDOC appartiennent à la sphère publique ou parapublique. Les conséquences ne se sont pas trop fait sentir sur l'exercice 2024 car le premier semestre avait très bien commencé, mais un « trou d'air » a clairement été ressenti au second semestre.

Pour faire face à ce choc de demande, le CREDOC a maintenu un contrôle étroit de ses charges à travers notamment une diminution de ses frais généraux. Dès le second semestre 2024, l'association a redéployé ses efforts commerciaux en direction du secteur privé. Et plusieurs formations ont été amorcées auprès des équipes pour dynamiser la prospection commerciale, notamment via les réseaux sociaux. Par ailleurs en raison du départ à la retraite d'un de ses membres, le CREDOC a réorganisé son secrétariat général. Cette opération aujourd'hui achevée s'est révélée plus délicate que prévue, ce qui a pesé sur les coûts salariaux de l'exercice.

D'un point de vue scientifique, le CREDOC a renforcé, en 2024, ses process qualité à travers l'élaboration d'un *vade-mecum* des bonnes pratiques dans différentes dimensions : enquêtes, sondages, revue de la littérature, synthèse et relectures. Le conseil scientifique a salué ce travail dont les bénéfices ont été perceptibles dans les productions de l'année. Par ailleurs, plus de travaux ont été publiés sur le site Internet du CREDOC et les téléchargements à partir de notre fonds documentaire ont augmenté de +12% en 2024 par rapport à 2023. En termes d'investissements, l'association a poursuivi la construction de son *datalake*, qui permettra à terme de sécuriser le patrimoine d'enquêtes du CREDOC dont certaines, qui remontent à plus de 45 ans, sont uniques en France. Ce *datalake* permettra aussi de gagner en productivité dans la réalisation des nouvelles enquêtes, tout en facilitant la mise à disposition de ces outils pour les chercheurs. Les formations destinées à s'approprier les intelligences artificielles se sont poursuivies en 2024, dans le prolongement des initiatives de 2023, et une cartographie des différents usages a été réalisée pour permettre d'identifier les réserves de valeur des IA, tout en signalant les zones de fragilité de ces outils dans certains domaines, comme la revue de la littérature scientifique par exemple.

Evènements significatifs postérieurs à la clôture

Néant

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément au règlement de l'ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018, modifiant le règlement n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent sauf sur un point. En effet, à l'initiative de l'association, un changement de méthode de présentation a été décidé au cours de l'exercice, portant sur les subventions.

Pour rappel, le règlement comptable n°2018-06 précise que les subventions sont comptabilisées dès leur notification définitive d'attribution par les financeurs, et non lors de leur encaissement. Elles sont enregistrées via les comptes de produits 74 "Subventions d'exploitation" et de bilan 441 "Subventions à recevoir".

Le changement opéré en 2024 a concerné particulièrement les subventions pluriannuelles. Elles ont été comptabilisées pour les montants totaux inscrits dans les conventions, permettant ainsi d'inscrire et de suivre les créances à l'actif du bilan. La partie des produits rattachés à des exercices futurs a été inscrite au compte 487 "Produits constatés d'avance". Le montant de ces PCA est de 291.984 € pour 2024, il porte sur 6 conventions.

COMPLéments D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN

Immobilisations

Période du 01/01/24 au 31/12/24

CREDOC

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	37 369		
TOTAL immobilisations incorporelles :	37 369		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains	967 982		
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales	988 345		14 192
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers	628 752		
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier	270 734		3 305
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes	140 509		15 768
TOTAL immobilisations corporelles :	2 996 321		33 265
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés	3 000		
Prêts et autres immobilisations financières			
TOTAL immobilisations financières :	3 000		
TOTAL GÉNÉRAL	3 036 690		33 265

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légales
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement				
Autres immobilisations incorporelles			37 369	
TOTAL immobilisations incorporelles :			37 369	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains			967 982	
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales			1 002 537	
Install. techn., matériel et out. industriels				
Inst. générales, agencements et divers			628 752	
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.		7 907	266 132	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes			156 277	
TOTAL immobilisations corporelles :		7 907	3 021 680	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés			3 000	
Prêts et autres immo. financières				
TOTAL immobilisations financières :			3 000	
TOTAL GÉNÉRAL		7 907	3 062 048	

Sage

Amortissements

CREDOC

Période du 01/01/24 au 31/12/24

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	37 369			37 369
TOTAL immobilisations incorporelles :	37 369			37 369
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales	622 613	46 713		669 326
Installations techn. et outillage industriel				
Inst. générales, agencements et divers	463 959	37 920		501 879
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.	245 270	11 536	7 530	249 276
Emballages récupérables et divers				
TOTAL immobilisations corporelles :	1 331 842	96 169	7 530	1 420 481
TOTAL GÉNÉRAL	1 369 211	96 169	7 530	1 457 850

Tableau de variation des fonds propres

ANC 2018-06 : Art. 431-5

	1er janvier	Augmentation	Diminution	Affectation du résultat	31 décembre
Réserves	381 123 €				381 123 €
Report à nouveau	5 118 696 €			223 477 €	5 342 172 €
Excédent ou déficit de l'exercice	223 477 €	98 514 €		- 223 477 €	98 514 €
Total	5 723 295 €	98 514 e			5 821 808 €

Provisions Inscrites au Bilan

CREDOC

Période du 01/01/24 au 31/12/24

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Prov. pour reconstitution des gisements Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
Provisions pour litiges Prov. pour garant. données aux clients Prov. pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Prov. pour pensions et obligat. simil. Provisions pour impôts Prov. pour renouvellement des immo. Provisions pour gros entretien et grandes révisions Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres prov. pour risques et charges	6 950		6 950	
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	6 950		6 950	
Prov. sur immobilisations incorporelles Prov. sur immobilisations corporelles Prov. sur immo. titres mis en équival. Prov. sur immo. titres de participation Prov. sur autres immo. financières Provisions sur stocks et en cours Provisions sur comptes clients Autres provisions pour dépréciation				
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION				
TOTAL GÉNÉRAL	6 950		6 950	

État des Échéances des Créances et Dettes

CREDOC

Période du 01/01/24 au 31/12/24

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
TOTAL de l'actif immobilisé :			
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	490 465	490 465	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
État - Impôts sur les bénéfices	942 183	942 183	
État - Taxe sur la valeur ajoutée	31 637	31 637	
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
État - Divers	226 504	171 983	54 521
Groupe et associés			
Débiteurs divers			
TOTAL de l'actif circulant :	1 690 789	1 636 268	54 521
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	36 291	36 291	

TOTAL GÉNÉRAL	1 727 080	1 672 559	54 521
----------------------	------------------	------------------	---------------

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	145 793	145 793		
Personnel et comptes rattachés	320 564	320 564		
Sécurité sociale et autres organismes	264 098	264 098		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	170 671	170 671		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	18 184	18 184		
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	1 090	1 090		
Dette représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	296 664	188 040	108 624	

TOTAL GÉNÉRAL	1 217 064	1 108 440	108 624	
----------------------	------------------	------------------	----------------	--

Capacité d'Autofinancement

CREDOC

Période du 01/01/24 au 31/12/24

RUBRIQUES	31/12/2024	31/12/2023	Variation
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	(424 098)	(255 462)	(168 636)

+ Transfert de charges d'exploitation			
+ Autres produits d'exploitation	80	1 571	(1 491)
- Autres charges d'exploitation	23	339	(316)
+ Quote part de résultat sur opérations en commun			
+ Produits financiers	116 021	62 086	53 935
- Charges financières			
+ Produits exceptionnels	62 720	33 814	28 906
- Charges exceptionnelles	32 354	1 869	30 485
- Participation des salariés			
- Impôts sur les bénéfices	(463 745)	(478 438)	14 693
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	186 091	318 240	(132 149)

Soldes Intermédiaires de Gestion

Période du 01/01/24 au 31/12/24

CREDOC

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2024	%	Net (N-1) 31/12/2023	%
Ventes de marchandises -Coût d'achat des marchandises				
MARGE COMMERCIALE				
Production vendue + Production stockée - Déstockage de production + Production immobilisée	2 812 832 472 845	100,00 16,8103	2 902 923 17 745	100,00 0,6113
PRODUCTION DE L'EXERCICE	3 285 677	116,8103	2 920 668	100,6113
CHIFFRE D'AFFAIRES	2 812 832	100,00	2 902 923	100,00
- Consommation en provenance des tiers	1 090 793	38,7792	1 061 482	36,566
VALEUR AJOUTÉE	2 194 884	78,0311	1 859 186	64,0453
+ Subventions d'exploitation - Impôts et taxes - Charges de personnel	384 210 82 290 2 920 903	13,6592 2,9255 103,8421	511 719 69 550 2 556 817	17,6277 2,3959 88,0773
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	(424 098)	-15,0773	(255 462)	-8,8002
+ Reprises et transferts de charges + Autres produits - Dotations aux amortissements et provisions - Autres charges	8 968 80 96 057 23	0,3188 0,0029 3,415 0,0008	6 272 1 571 101 035 339	0,2161 0,0541 3,4805 0,0117
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(511 129)	-18,1713	(348 993)	-12,0221
+ Quote part opérations en commun + Produits financiers - Quote part opérations en commun - Charges financières	116 021	4,1247	62 086	2,1387
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	(395 108)	-14,0466	(286 907)	-9,8834
Produits exceptionnels - Charges exceptionnelles	62 720 32 843	2,2298 1,1676	33 814 1 869	1,1648 0,0644
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	29 877	1,0622	31 945	1,1005
- Participation des salariés - Impôt sur les bénéfices	(463 745)	-16,4868	(478 438)	-16,4813
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	98 514	3,5023	223 477	7,6983
Produits de cession d'éléments d'actif - Valeur comptable éléments cédés	489	0,0174		
PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS	(489)	-0,0174		

Evaluation des immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

En 2009, lors de l'acquisition de ses locaux, le CRÉDOC a sollicité un expert afin de déterminer la valeur d'entrée des principaux composants constituant l'ensemble immobilier.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie estimée.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Logiciels	linéaire	1 à 3 ans
Matériel de bureau et matériel informatique	linéaire	1 à 10 ans
Mobilier de bureau	linéaire	3 à 10 ans
Agencements et installations	linéaire	2 à 25 ans
Immeuble :		
- Structure	linéaire	25 ans
- Electricité	linéaire	20 ans
- Cloisons et portes	linéaire	15 ans
- Faux plafonds	linéaire	15 ans
- Sols	linéaire	15 ans
- Sanitaires	linéaire	15 ans
- Sous station de chauffage	linéaire	15 ans

Evaluation des produits et en-cours

Les prestations en cours de réalisation à la date de clôture sont portées à l'actif du bilan pour leur coût de revient, qui comprend notamment la valorisation des temps imputés par les collaborateurs du CRÉDOC sur chaque étude, les frais de sous-traitance et une quote-part de frais généraux.

A la clôture de l'exercice 2024 ces prestations en cours s'élèvent à 353 258 € contre 226 906 € au 31 décembre 2023.

Les bénéfices provenant de la réalisation des études sont comptabilisés lorsque celles-ci sont terminées et livrées au client. Les acomptes perçus des organismes bénéficiaires des prestations sont portés au passif du bilan et se présentent sous l'intitulé "Avances et acomptes reçus".

Le cas échéant, des provisions pour risques sont constituées pour couvrir les pertes prévisibles à terminaison, lesquelles sont évaluées au cas par cas en fonction des caractéristiques de chaque étude.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

Les créances d'exploitation du CRÉDOC concernent principalement des organismes publics pour lesquels l'association ne supporte pas de risque de crédit significatif.

Toutefois, lorsque les créances présentent un risque de non-recouvrement, par suite de litiges ou de difficultés financières du débiteur, elles font l'objet de dépréciations dont les montants sont appréciés en fonction de la situation de chaque débiteur.

Disponibilités

Le poste disponibilités se compose de :

	2024	2023
Banques et intérêts à recevoir	640 287 €	1 287 838 €
Comptes de placement à court terme	2 801 775 €	2 716 970 €
Intérêts courus à recevoir	4 271 €	23 149 €
Caisses	177 €	809 €
Total disponibilités à l'actif	3 446 510 €	4 028 766 €

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan :

	Montant
Disponibilités (intérêts courus sur placements)	4 271 €
Total	4 271 €

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan :

	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	75 752 €
Dettes fiscales et sociales	453 356 €
Total	529 108 €

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance :

	Montant
Charges d'exploitation	36 291 €
Total	36 291 €

Produits constatés d'avance :

	Montant
Produits d'exploitation	296 664 €
Total	296 664 €

COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU COMPTE DE RESULTAT

Ventilation des subventions

Subventions par origine :

	Montant
Subventions ordinaires sur le titre 6 du budget de l'état (DGCCRF)	221 723 €
Subventions ADEME, CNRS, ANR, CDC, DARES	153 487 €
Subventions aide à l'apprentissage	9 000 €
Total	384 210 €

Ventilation du chiffre d'affaires

Chiffre d'affaires par catégorie :

	Montant
Etudes et recherches effectuées sur contrats interventions et séminaires	2 778 024 €
Autres produits annexes	5 587 €
Locations rez-de-chaussée immeuble	29 220 €
Total	2 812 831 €

Rémunération des dirigeants

Selon l'article 11 des Statuts de l'association, le président peut bénéficier d'une indemnité de fonctions. Le montant de la rémunération allouée peut ne pas être communiqué s'il permet d'identifier la situation d'un membre déterminé.

Effectif moyen

Effectif moyen en ETP	2024	2023
CDI	28,35	27,08
CDD	0,07	0,28
Total CDI et CDD	28,42	27,36
Contrats pro	0,75	0,44
Stagiaires	2,24	3,98
Total	31,41	31,78

L'effectif est présenté ici en équivalent temps plein (ETP) sur l'année.

L'ETP est une unité de mesure proportionnelle au nombre d'heures effectivement travaillées par un salarié.

Elle rapporte cette durée de travail effectif à la durée légale de travail, soit 35 heures par semaine (151,67 heures par mois, 1820 heures par an).

1 salarié à temps plein, présent tout au long de l'année = 1 ETP

1 salarié à mi-temps = 0,5 ETP.

L'association n'emploie pas de personnel intérimaire.

Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires facturés par KPMG commissaires aux comptes s'élèvent à 12 132 € ttc au titre du contrôle légal des comptes 2024.

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

Engagement en matière de pensions et retraites

Le CRÉDOC a choisi d'externaliser la gestion de ses indemnités de fin de carrière (IFC) via un contrat souscrit auprès d'APRIONIS Prévoyance du Groupe HUMANIS.

La valeur liquidative du fond de retraite géré par le groupe IONIS s'élève au 31 décembre 2024 à 181 914 € (176 715 € au 31 décembre 2023).

En raison de la baisse des effectifs durant ces dernières années, le montant des fonds cantonnés excède très largement la valeur actuarielle de notre engagement au titre des IFC. Cet engagement a été évalué à 66 451 € à la clôture de l'exercice, basé sur l'hypothèse d'un départ volontaire du salarié à l'âge possible (63 ans ou 64 ans).

Accroissements et allègements dette future d'impôt

Nature des différences temporaires	Montant
Déficit reportable 2023	430 075 €
Résultat fiscal 2024	-361 305 €
Déficit reportable 2024	791 380 €

Par décision du Ministère du Budget en date du 5 mai 2003, l'association est soumise à l'impôt sur les sociétés depuis le 1er janvier 2003 ; par conséquent le CRÉDOC est également soumis à la Contribution Economique Territoriale.

Depuis mai 2008, à la demande du Ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique, et au regard de l'instruction du 16 juin 2006 (BOI 3 A-7-06), la subvention versée par la D.G.C.C.R.F. n'est plus soumise à la T.V.A.

Une note de la Direction Générale des Finances Publiques du 13 janvier 2009, confirme les conséquences pour le CRÉDOC en matière de droit à récupération de la T.V.A. et en matière de taxe sur les salaires. Le CRÉDOC n'a pas déclaré de taxe sur les salaires en 2024.

Les impôts différés ne sont pas enregistrés.

Produits et charges exceptionnels

Nature :

	Montant
Produits exceptionnels	
• Ajustements provisions et charges	62 720 €
Total	62 720 €
 Charges exceptionnelles	
• Contrôle Urssaf	27 457 €
• Charges diverses	5 386 €
Total	32 843 €

Transferts de charges

Nature :

	Montant
Remboursements relatifs à des formations du personnel	218 €
Remboursement de fin de contrat fournisseur	1 800 €
Total	2 018 €

Courbe de trésorerie

